

**Conférence de Montréal 2007**

13<sup>e</sup> Forum économique international des Amériques

**Allocution de  
Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF**  
Secrétaire général de la Francophonie

**Montréal, le 18 juin 2007**

*Seul le texte prononcé fait foi*

Je suis très heureux d'être parmi vous, ici, à Montréal, à l'occasion de cette importante conférence internationale, qui porte, une fois encore, un éclatant témoignage, du rôle de premier plan qu'entend jouer et que joue le Canada sur l'échiquier mondial. Mais cet engagement, nous en avons aussi chaque jour la preuve en Francophonie, un engagement d'autant plus actif, d'autant plus précieux que nous comptons également, parmi nos Etats et gouvernements membres, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Et la Francophonie, sait, à cet égard, Monsieur le Premier Ministre du Québec, tout ce qu'elle doit à votre implication personnelle dont j'ai pu prendre toute la mesure à maintes occasions.

J'ai bien conscience de m'adresser, aujourd'hui, à d'éminents économistes. C'est dire que je n'ai pas la prétention de vous éclairer dans votre réflexion. Mais je voudrais saisir la chance que vous offrez au Secrétaire général de la Francophonie d'évoquer la dimension culturelle de la mondialisation, intimement liée, j'en suis convaincu, aux enjeux politiques et économiques qui vous occupent, et surtout indissociable de la solidarité que nous devons plus que jamais réaffirmer et organiser, à l'équilibre nouveau que nous devons instaurer.

Je crois que nous avons une responsabilité historique à l'égard des générations à venir !

Je crois qu'il nous revient à tous, aujourd'hui, d'imaginer, de penser, de dessiner les contours du monde que nous voulons léguer, demain, à ceux qui nous succéderont.

Je crois que nous devons, pour cela, nous tenir à sage distance des attitudes de rejet violent ou de résignation passive qu'engendrent, incontestablement, les mutations et les turbulences que la communauté internationale traverse depuis quelques années.

A cet égard, la mondialisation semble catalyser les sentiments les plus contradictoires, alimentant ainsi un manichéisme qui nuit tout autant à la réflexion qu'à l'action. Parée de toutes les vertus pour les uns, elle est source de tous les maux pour les autres.

Mais ce qui ressort de ces postures hyperboliques, et qui fait véritablement sens, c'est finalement le sentiment diffus et partagé que nous sommes dans une période d'incertitude et de perte de repères où tous les possibles sont encore en devenir. Période charnière où l'Histoire peut basculer pour le meilleur ou pour le pire, tant il est vrai que se font jour des tendances et des tensions d'une nature inédite.

La mondialisation n'est certes pas un phénomène nouveau. Les siècles passés portent maints témoignages - parfois tragiques - de cette volonté qui fut celle des explorateurs, des conquérants, des penseurs, d'embrasser les dimensions du monde.

Ce qui a changé, c'est le caractère de parfaite ubiquité, pour la première fois, réalisé. Il n'est pas un village, pas un pays, pas un continent qui ne soit concerné par les effets de la mondialisation. Et j'aurais envie de dire, parodiant Jean de La Fontaine : « Ils n'en bénéficiaient pas tous, mais tous étaient touchés ».

Ce qui a changé, aussi, c'est le concept de temps, et ce décalage qui s'est insidieusement instauré entre le temps humain, qui continue à se mesurer à l'aune d'une vie, et le temps des révolutions techniques, scientifiques, économiques qui laisse au cœur des hommes la sensation d'être pris de vitesse, dépassés, entraînés dans un mouvement qu'ils peinent à intérioriser et donc à maîtriser.

La mondialisation n'est pas, non plus, comme on voudrait parfois nous le laisser entendre, un acteur des relations internationales. Elle est la toile de fond sur laquelle sont venus s'inscrire les grands bouleversements géopolitiques de ces dernières années.

Qu'il s'agisse de l'effondrement des grandes utopies, qu'il s'agisse de l'effacement de la menace d'une guerre mondiale suspendue à la rupture d'équilibre entre les deux blocs, qu'il s'agisse de la disparition de la bipolarité.

Et l'on a vu, depuis lors, s'instaurer une situation par défaut, subie plus que voulue, caractérisée par le triomphe du marché et des lois attachées à l'ordre libéral, par la multiplication des conflits à l'intérieur même des nations, par l'affirmation d'une unique hyperpuissance et l'émergence – si j'ose dire - de « micro polarités » en gestation, qui ne parviennent pas encore à s'organiser en un pouvoir mondial véritablement multipolaire, véritablement démocratique, véritablement solidaire.

La mondialisation, enfin, n'est ni bonne ni mauvaise par nature, mais elle doit être régulée, démocratisée, humanisée. Elle constitue, à cet égard, un révélateur, - au sens chimique du terme – des espoirs qu'elle nous autorise et des réalités qu'elle génère, tout en les rendant de plus en plus visibles pour tous, partout.

Espoir, en raison de notre interdépendance croissante, d'une gestion démocratique globale des problèmes qui engagent le devenir de la planète, des biens communs de l'humanité. Mais révélateur, dans le même temps, de la crise de l'Organisation mondiale et des institutions internationales. Révélateur aussi de la crise de l'Etat nation et du territoire national débordé par la « transnationalité » des enjeux politiques, économiques et culturels.

Espoir de mise en commun et de partage de l'information, du savoir, des progrès, des richesses. Mais révélateur, dans le même temps, des inégalités révoltantes qui ne cessent de se creuser entre les pays pauvres et les pays riches : fracture économique, fracture sanitaire, fracture éducative, fracture numérique, auxquelles pourrait bientôt s'ajouter une fracture environnementale.

Espoir de mise en résonance et d'échanges équilibrés entre les cultures, reconnues dans leur égale dignité. Mais révélateur, dans le même temps, d'une menace d'uniformisation et de standardisation des imaginaires, en raison de la capacité quasi monopolistique d'entreprises globales à contrôler et à vendre le divertissement, le rêve, les valeurs, la pensée.

Nous sommes bien là au cœur des enjeux d'une gouvernance mondiale : la réalisation d'une mondialisation maîtrisée, et par là même d'une démocratie planétaire, solidaire, unie sur l'essentiel, mais respectueuse des différences.

Il est clair que ces enjeux géopolitiques, géoéconomiques, géoculturels sont étroitement imbriqués et méritent une égale prise en compte. La culture plus encore sans doute! Parce que la culture ne saurait être réduite à ses œuvres !

Elle est aussi modes de vie, droits fondamentaux de l'être humain, valeurs, traditions, croyances.

Elle est le résultat d'une recherche de sens, de choix incessants, l'expression d'une certaine représentation du monde. Elle conditionne par là même aussi bien l'économie que le politique.

Elle est, enfin, un système vivant, en perpétuelle évolution, qui préside, dans une société, aux rapports avec les autres, mais également à l'interaction des sociétés entre elles. Elle est en cela vecteur d'identité et d'interculturalité.

Comment, dès lors, vivre ensemble avec nos différences ? Comment coexister, et non pas seulement cohabiter ? Comment « copenser », cogérer le monde ?

Car les menaces, aujourd'hui, ne portent pas tant, je pense, sur la persistance de cultures différenciées et diversifiées que sur l'usage que nous voulons faire de cette diversité, et plus largement de la culture.

La première des menaces, c'est de voir s'instaurer, à l'échelle mondiale, une forme de partition des rôles et des fonctions de la culture. D'un côté, une hyper culture – essentiellement véhiculée par l'hyper puissance et par l'Occident – à laquelle il reviendrait de concevoir et de diffuser les transformations, les innovations, les normes et les valeurs du monde. De l'autre, des cultures indigènes, figées, ghettoïsées, vouées à ne plus exprimer que la réalité quotidienne, la mémoire, les traditions locales, le folklore.

L'autre menace, est celle de voir les cultures s'enfermer d'elles-mêmes sur elles-mêmes, dans un mouvement d'exclusion et de négation violente de toute coexistence à l'intérieur même des nations. Les guerres identitaires, les conflits ethniques, religieux qui ensanglantent le monde depuis quelques années nous démontrent, malheureusement, que les valeurs de la culture peuvent être instrumentalisées et dévoyées.

Cette même menace existe au plan international, plus encore depuis les tragiques attentats du 11 septembre 2001. La culture a envahi le champ politique, peut-être même est-elle en passe de s'y substituer ! Autre forme de dévoiement, en effet, qui consiste à utiliser la culture pour expliquer ou exacerber les relations entre l'Islam et l'Occident, à mêler les raisons de l'intervention militaire en Irak avec l'avènement d'un ordre moral ou culturel. De la théorie d'une compétition entre les « géocultures » à celle du « choc des civilisations », en passant par une justification culturelle du fossé Nord-Sud, on voit bien se profiler la tentation de pallier le manque de dialogue, le manque de coopération, le manque de solidarité par une perception culturelle tronquée du monde.

Prenons garde que la mort des idéologies ne nous conduise à idéologiser la culture !

Notre capacité à contenir l'exacerbation des passions identitaires et l'affrontement des imaginaires dépendra donc grandement de notre volonté de préserver l'intégrité et la pluralité des cultures, d'instaurer des relations équilibrées entre elles. Cela nous confronte à l'exigeante dialectique de l'identité et de l'altérité, de l'universalité du droit et de la particularité des droits culturels.

Nous devons enfin nous convaincre que l'universalité n'est pas l'uniformité !

Cela nous confronte, aussi, à la nécessité de gérer le pluralisme dans une démocratie ouverte qui associe l'ensemble des acteurs politiques, économiques, sociaux, culturels.

Certes, un pas considérable a été franchi avec l'adoption et l'entrée en vigueur de la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La diversité est désormais érigée en principe du droit international.

Mais se doter d'instruments normatifs ne suffit pas, car « si la civilisation, comme le disait Apollinaire, n'est pas dans le cœur des hommes, alors elle n'est nulle part » ! Il faut, maintenant, passer de la revendication légitime d'un droit à la diversité culturelle, à l'enracinement d'une culture de la diversité. Et telle est bien la vocation de la Francophonie.

Assimiler la Francophonie à une tentative dépassée et frileuse de défense de la langue française, c'est oublier que la Francophonie est née hors de France, que la langue française, dans la grande majorité des 68 Etats et gouvernements qui forment aujourd'hui notre communauté, est une langue seconde, qu'elle a même été pour certains d'entre eux, la langue de la colonisation, mais qu'elle s'est très vite transformée, pour tous, en cette « arme

miraculeuse » qui nous permet de dialoguer ensemble, de travailler ensemble, de faire prévaloir, ensemble, une certaine vision de l'Homme et du monde.

Oui, la Francophonie a bien vocation à défendre la diversité culturelle, parce que la réalité de la Francophonie a été culturelle avant d'être économique et politique. Au fil des années, nos cultures, portées par la langue française, sont entrées en résonance, faisant progressivement émerger des champs nouveaux de coopération, de solidarité, de valeurs à partager. Et cette francophonie désormais intégrale est là pour nous démontrer, comme l'affirmait Léopold Sédar Senghor, que « la culture est au début et à la fin du développement », que la culture est vecteur de coopération, de démocratie et de paix.

Oui, la Francophonie a bien vocation à défendre la diversité culturelle parce que nous sommes bien conscients que ce défi ne peut être relevé seulement à l'échelon local, ni même à l'échelon national. Mais nous savons aussi que l'échelon mondial apparaît trop lointain, trop abstrait aux citoyens et aux communautés pour susciter l'adhésion et la mobilisation. Aimé Césaire nous dit qu'il y a deux façons de se perdre : « par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'universel ». C'est là, à mi-chemin entre le « tout local » et le « tout mondial », que la Francophonie trouve sa place et sa capacité d'agir, tant à l'extérieur de son espace qu'à l'intérieur. A l'extérieur de son espace en développant, comme elle l'a fait depuis quelques années, un dialogue et une coopération étroite avec les autres grandes aires linguistiques et culturelles : le Commonwealth, l'hispanophonie, la lusophonie, l'arabophonie.

A l'intérieur de son espace, surtout, car la Francophonie a vocation à illustrer la diversité culturelle.

Notre communauté fait coexister et coopérer tous les continents, tous les niveaux de développement, des pays membres du G8 et des pays parmi les moins avancés. Elle fait coexister et coopérer les religions, les cultures, la langue française et les langues nationales.

Etre francophone, c'est donc militer en faveur d'une certaine vision de l'homme et du monde, c'est vouloir construire ensemble ce beau dessein d'assumer l'intégralité de l'humain jusque dans ses divergences, de favoriser le besoin d'ouverture et d'enracinement de l'individu, de conjuguer harmonieusement aspiration à l'universel et diversité des peuples, premier pas sur le chemin d'une solidarité enfin assumée, enfin revendiquée de l'intérieur et non plus seulement proclamée.

Voilà la conviction de la Francophonie. Voilà ma conviction profonde. Une conviction que je voulais, aujourd'hui, partager avec vous.